



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-125777>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-125777**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : L'OPCOMMERCE

Forme juridique de l'acheteur : Organisation qui passe un marché subventionné par un pouvoir adjudicateur

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Création du nouvel intranet de l'Opcommerce

Description : L'objet du présent marché concerne la création du nouvel intranet de l'Opcommerce. Il s'agit d'un marché public mixte, à prix unitaires et à prix forfaitaires, correspondant pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre mono-attributaire : La création du site intranet relève du marché ordinaire à prix forfaitaire ; Les licences, la tierce maintenance, la formation et la réversibilité relèvent de l'accord-cadre à prix unitaire et feront l'objet de bons de commande. Concernant la partie passée en accord-cadre, le montant maximum pour toute la durée de l'accord-cadre est de 250 000 € HT pour la durée maximale de l'accord-cadre, reconductions éventuelles incluses. En revanche, l'accord-cadre est passé sans montant minimum.

Identifiant de la procédure : aa482683-5892-443d-b034-687ebbf1f589

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 72212220 Services de développement de logiciels de gestion d'internet et d'intranet

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 50324100 Services de maintenance de systèmes

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 250,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Création du nouvel intranet de l'Opcommerce

Description : L'objet du présent marché concerne la création du nouvel intranet de l'Opcommerce. Il s'agit d'un marché public mixte, à prix unitaires et à prix forfaitaires, correspondant pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre mono-attributaire : La création du site intranet relève du marché ordinaire à prix forfaitaire ; Les licences, la tierce maintenance, la formation et la réversibilité relèvent de l'accord-cadre à prix unitaire et feront l'objet de bons de commande. Concernant la partie passée en accord-cadre, le montant maximum pour toute la durée de l'accord-cadre est de 250 000 Euros HT pour la durée maximale de l'accord-cadre, reconductions éventuelles incluses. En revanche, l'accord-cadre est passé sans montant minimum.

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72212220 Services de développement de logiciels de gestion d'internet et d'intranet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 50324100 Services de maintenance de systèmes

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : En application de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique, la durée totale du marché ne pourra pas excéder quatre ans. La première période du marché prend effet à la date de sa notification au Titulaire, jusqu'à la fin de période de garantie du site. A l'issue de la période de garantie du site (6 mois), les prestations de tierce maintenance, de formation, ainsi que les commandes éventuelles de licences pourront être renouvelés par tacite reconduction pour trois périodes de 12 mois chacune. Pour la dernière période de 12 mois, afin de ne pas dépasser les quatre années de marché définies précédemment, celle-ci pourra faire l'objet d'une modulation en fonction de la date effective de mise en ligne de l'outil et par conséquent, en fonction de la fin de la période de garantie. Ainsi, la durée pourra être inférieure à 12 mois sans que le titulaire ne puisse s'y opposer. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du présent accord-cadre. Dans le cas d'une non-reconduction,

L'Acheteur notifie sa décision au Titulaire avant la date de fin de validité de la période considérée du marché, en respectant un délai de préavis de deux mois avant le renouvellement. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. A l'issue de la garantie, des bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins s'agissant des prestations relatives à la tierce maintenance définie au CCTP, ainsi que des prestations relatives à la formation des utilisateurs. Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans chaque bon de commande ou à défaut, dans les documents du marché. Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G TIC. Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité du marché et pourront produire leurs effets pour une durée qui ne pourra excéder six (6) mois après le terme du marché.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.achatpublic.com/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/12/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Référé précontractuel : Conformément aux articles 14411 et 14412 du code de procédure civile et aux articles 2 à 10 de l'ordonnance

n°2009515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé précontractuel contre tout acte de la passation jusqu'à la date de signature du marché, auprès de la juridiction judiciaire compétente. Référé contractuel : Conformément aux articles 14411 à 14413 du code de procédure civile et aux articles 11 à 20 de l'ordonnance n°2009515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé contractuel en contestation de la validité du contrat, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut d'un tel avis dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du marché devant la juridiction judiciaire compétente.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Judiciaire de Paris

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Judiciaire de Paris

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Judiciaire de Paris

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : L'OPCOMMERCE

Numéro d'enregistrement : 39852224300144

Adresse postale : 251, boulevard Pereire

Ville : Paris

Code postal : 75017

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : marches-publics@lopcommerce.com

Téléphone : 0155374100

Profil de l'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750111100013

Adresse postale : Parvis du Tribunal

Ville : Paris

Code postal : 75859

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : tj-paris@justice.fr

Téléphone : 0144325151

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 2f58f497-8070-4530-b6bf-d6c7e81b807e - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 05/11/2024 à 16:21

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/11/2024